



Nombre de membres

27

Nombre de présents

12

Pouvoirs :

8

Nombre d'absents

15

Nombre de votants

20

Quorum

14

CENTRE de GESTION de la FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

d'EURE-ET-LOIR

Séance du 27 juin 2025

L'an deux mil vingt-cinq, le 27 juin 2025 à 14h30, le Conseil d'Administration du Centre de gestion de la fonction publique territoriale d'Eure-et-Loir dûment convoqué le 18 juin 2025 s'est réuni sous la présidence de Monsieur Bertrand MASSOT.

Etaient présents :

- Martine BOUILLARD, Adjointe au Maire du COUDRAY,
- Marie-Claude BENOIT-MOUSSEAU, Adjointe au Maire de NOGENT-LE-ROTHOU,
- Michel CHARPENTIER, Maire de FONTENAY-SUR-EURE,
- Alain CONTREPOIS, Conseiller municipal de CHARTRES,
- Benoît DELATOCHE, Maire de BARJOUVILLE,
- Jean-Luc DUCERF, Maire d'AUNEAU-BLEURY-SAINT-SYMPHORIEN,
- Philippe GALIOTTO, Maire de COLTAINVILLE,
- Jacky GAULLIER, Maire de SAINT-GEORGES-SUR-EURE,
- Bertrand MASSOT, Maire de LUISANT,
- Benoît PELLEGRIN, Président de la COMMUNAUTE DE COMMUNES CŒUR DE BEAUCE,
- Jean-Louis RAFFIN, Maire de CHATEAUNEUF-EN-THYMERAIS,
- Max VAN DER STICHELE, Maire de VER-LES-CHARTRES,

Pouvoirs :

- François BELHOMME, Maire d'EPERNON, a donné pouvoir à Bertrand MASSOT,
- Hélène DENIEAULT, Maire de CHALLET a donné pouvoir à Philippe GALIOTTO,
- Bernard GOUIN, Vice-Président de la COMMUNAUTE DE COMMUNES DU BONNEVALAIS, a donné pouvoir à Michel CHARPENTIER,
- Sylvie HONNEUR-BÛCHER, Conseillère départementale d'Eure-et-Loir, a donné pouvoir à Marie-Claude BENOIT-MOUSSEAU,
- Patrick LAFAVE, Conseiller de la COMMUNAUTE DE COMMUNES DES FORETS DU PERCHE, a donné pouvoir à Benoît PELLEGRIN,
- Corine LE ROUX, Maire de BOUTIGNY PROUAIS a donné pouvoir à Jean-Luc DUCERF,
- Martine MOKHTAR, Administratrice du CCAS de CHARTRES, a donné pouvoir à Alain CONTREPOIS,
- Damien STEPHO, Maire de VERNOUILLET, a donné pouvoir à Jean-Louis RAFFIN,

Absents excusés :

- Marie-Pierre DAVID, Adjointe au Maire de LÈVES,
- Evelyne LEFEBVRE, Conseillère départementale d'Eure-et-Loir,
- Olivier MARCADON, Maire adjoint de LUCÉ,

Absents :

- John BILLARD, Maire du FAVRIL,
- Ghizlan CHOUAYB, Conseillère municipale de CHATEAUDUN,
- Lydie GUERIN, Administratrice de la CAISSE DES ECOLES DE DREUX,
- Caroline VABRE, Adjointe au Maire de DREUX,

- Laurent ARCHENAU, Payeur départemental

Secrétaire de séance :

- Martine BOUILLARD, Adjointe au Maire du COUDRAY,

Assistaient également :

- Gabrielle BARRETT-JACQUET, Directrice générale,
- Oriana CAUQUIS, Directrice générale adjointe,

Délibération n° 2025 – D – 29

Conseil d'administration

Séance du 27 juin 2025

Objet : Approbation du rapport d'activités 2024

Exposé de Bertrand MASSOT, Président,

Conformément à l'article 27 du décret n°85-643 du 26 juin 1985 relatif aux centres de gestion, le Conseil d'administration du Centre de gestion approuve le rapport d'activités des services du centre de gestion préparé par le Président.

Le Président présente le rapport d'activités 2024 du Centre de gestion tel qu'il est joint en annexe.

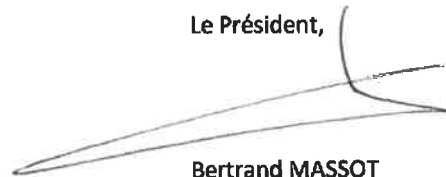
Il est demandé au Conseil d'administration d'approuver le rapport d'activités 2024 du centre de gestion.

Vu l'avis des membres du Bureau réunis en date du 12 juin 2025,

Les membres du Conseil d'administration décident, à l'unanimité :

- d'approuver le rapport d'activités 2024 du centre de gestion tel qu'il est présenté annexe.

Le Président,


Bertrand MASSOT



Certifié exécutoire compte tenu
De la transmission en préfecture le :
De la publication le :

— 1 JUIL. 2025

Par délégation,
La Directrice Générale
Gabrielle BARRETT-JACQUET



Envoyé en préfecture le 01/07/2025

Reçu en préfecture le 01/07/2025

Publié le

ID : 028-282800374-20250627-2025_D_29-DE



RAPPORT D'ACTIVITÉS | 20 24

CDG²⁸

centre de gestion de la fonction publique territoriale
EURE-ET-LOIR



LANCEMENT DU RESEAU DEPARTEMENTAL
DES SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX DE MAIRIE
MARDI 1^{ER} OCTOBRE 2024

LE MOT DU PRÉSIDENT

L'année 2024 a été une année importante pour le centre de gestion d'Eure-et-Loir, placée sous le signe de la communication renouvelée et renforcée avec les collectivités territoriales, les agents et l'ensemble de nos partenaires.

Notre principale réalisation en témoigne : la mise en ligne de notre nouveau site internet. Plus clair, plus fonctionnel, il constitue désormais un véritable portail d'information et de services. Il facilite l'accès à l'actualité statutaire, aux ressources documentaires, et permet une meilleure visibilité de l'ensemble de notre offre. C'est un outil stratégique pour renforcer le lien entre le CGS28 et les collectivités du territoire.

Dans cette optique de faciliter la communication, la dématérialisation des instances paritaires a été l'un des projets phares de l'année. En lançant cette initiative, nous avons simplifié les échanges, optimisé la gestion des dossiers et amélioré la réactivité dans le traitement des demandes.

Cette volonté de mieux communiquer s'est traduite aussi par le développement d'un nouveau service d'accompagnement en communication, pour aider les collectivités à valoriser leurs actions et à mieux informer leurs administrés et leurs agents. Animé par notre agent dédié, j'espère que cette prestation suscitera un réel intérêt auprès des collectivités.

Toujours dans cette logique d'échanges et de proximité, le lancement du réseau départemental des secrétaires généraux de mairie a permis de fédérer plus d'une centaine de participants autour de problématiques partagées. Ces rencontres favorisant la circulation de l'information et les retours d'expérience, essentiels pour faire face aux enjeux du terrain.

Enfin, notre journée portes ouvertes, organisée au printemps, a permis de présenter concrètement nos missions, nos locaux et nos équipes. Elle a renforcé la transparence de notre action et notre ancrage territorial.

En parallèle, nous avons modernisé nos outils internes et posé les bases de nos projets 2025 : désignation d'un Délégué à la Protection des Données (DPO), accompagnement à la protection sociale complémentaire, développement de l'incertitude territoriale, nouvelles prestations en ergonomie et en communication, proposition de multiples webinaires thématiques...

Nous avons également renforcé notre équipe pour accompagner ces évolutions, avec le recrutement d'un chargé de mission dédié au déploiement des contrats groupe d'assurance sanitaire et de protection sociale complémentaire, ainsi que d'un ergonomiste venu en appui du service de médecine préventive, afin de mieux répondre aux enjeux de santé au travail.

2025 devra consolider notre rôle d'acteur ressource, mais aussi de vecteur d'information, de dialogue et d'accompagnement. Car bien communiquer, c'est mieux comprendre, mieux anticiper, et mieux servir les collectivités et leurs agents.

Sans oublier les coopérations régionales avec les autres centres de gestion, dans une logique de mutualisation, que nous continuerons à encourager activement.

Je vous remercie pour votre confiance renouvelée, et vous invite à poursuivre ensemble cette dynamique collective.

Bernard Massot
Président du centre de gestion
de la fonction publique territoriale d'Eure-et-Loir



LES CÔTÉS DES EMPLOYEURS EURÉLIENS

UN BUREAU EXÉCUTIF...



Bertrand Massot
Président
2^e Vice-Président du conseil départemental d'Eure-et-Loir en charge de l'enfance, de la famille, de l'insertion,
de l'emploi, de la politique de la Ville et de la politique départementale de l'habitat
Maire de Louviers



Martine Bouillard
1^{re} Vice-Présidente en charge
de la santé et de l'action sociale
Adjointe au Maire du Coudray



Jean-Luc Ducet
2^e Vice-Président en charge
de la gestion des carrières et des finances
Maire d'Auzouville-sur-Saône



Marie-Claude Benoît-Messieu
3^e Vice-Présidente
en charge des concours et
des examens professionnels
Adjointe au Maire
de Nogent-le-Rotrou



Sylvie Hommes-Bécher
Administratrice déléguée
en charge de l'emploi
Conseillère départementale

... DES SERVICES & DES AGENTS

38	1	1	2	22	1
AGENTS	APPRENTI	AGENT	NOMINATIONS	VACAIRES	FONCTIONNAIRE
TERRITORIAUX		TECHNIQUE	STAGIAIRE		PROVÉ D'EMPLOI
<3 PAR RAPPORT À 2023		MIS À			
		DISPOSITION			

4 départs
• 2 agents par voie de mutation
• 2 agents démissionnaires

6 arrivées
• Pôle médical : 1 agent titulaire et
2 agents contractuels
• Pôle santé au travail : 2 agents contractuels
• Pôle gestion des carrières : 1 agent titulaire

LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024



JANVIER

Lancement du nouveau site internet
cd28.fr



Dématisation des salaires
des instances CAP, CCP, CST et PSSCT
sur la plateforme AGIRHE



MARS

Café Boostcamp/collectivités territoriales
à Tuisant



JUIN

Formation d'agents en collectivité
aux Premiers Secours en Santé Mentale
(PSSM)



SEPTEMBRE

Nouvelle Direction :
Gabrielle BARRET-HACQUET, DG,
Oriana CAUQUIS, DSA



Lancement de la prestation
expertise en ergonomie



Examens professionnels
rédacteur principal de 2^e classe



OCTOBRE

Lancement du réseau départemental
des secrétaires généraux de mairie



Congrès des Maires et des Présidents
d'EPCI d'Eure-et-Loir à Dreux



Vague d'adhésion au service de médecine
préventive : 150 nouveaux adhérents



Présentation en webinaire de la réforme
des secrétaires généraux de mairie



FÉVRIER

Salon de l'embauche et de l'apprentissage
à Dreux



AVRIL

Journée portes ouvertes
à la découverte des services du CD628



JUILLET

Attribution du nouveau contrat groupe
d'assurance statutaire 2025 - 2028
à CNP Assurances / Rehyens



NOVEMBRE

Signature du contrat groupe d'assurance
statutaire 2025 - 2028 CNP Assurances /
Rehyens



Signature du nouveau schéma régional
de coordination, de mutualisation et
de spécialisation des centres de gestion
de la région Centre-Val de Loire 2025 - 2027



Lancement de la prestation communication

POLE GESTION DES RESSOURCES ET DES ARCHIVES & COMMUNICATION

POLE GESTION DES RESSOURCES ET DES ARCHIVES & COMMUNICATION

TEMPS FORTS 2024

- Mise en ligne du nouveau site Internet et refonte complète de la base documentaire en janvier
- Lancement de la prestation Communication - mise à disposition d'un agent chargé de communication
- Organisation de la journée portes ouvertes à destination des élus des collectivités cadiennes
- Calendrier d'intervention complet des archivistes itinérants pour un service à l'équilibre en 2024



COMMUNICATION



LE BUDGET 2024 EN CHIFFRES

SOURCE COMPTE ADMINISTRATIF

RECETTES

TOTAL



RECETTES DE FONCTIONNEMENT



PRODUITS DES SERVICES



DÉPENSES

TOTAL



DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT



- Passage à la nomenclature comptable M57 (précédemment M631) et mise en œuvre de la comptabilité analytique
- Déploiement du module cotisations AGIRHE auprès des collectivités et des établissements publics affiliés
- Entretien du bâtiment : peinture des bureaux et des entrées

Les taux de contribution du centre de gestion d'États-et-Lab restent inchangés depuis 2022 :

- Taux obligatoire : 0,80%
- Taux optionnel : 0,30%
- Taux de contribution au bloc localité collectivité non affiliée : 0,040%
- Taux additionnel localité préventive : 0,43%

LES MOYENS GÉNÉRAUX



PÔLE GESTION DES CARRIÈRES ET RETRAITES

PÔLE CONSEIL JURIDIQUE EN RESSOURCES HUMAINES

TEMPS FORTS 2024

- Mise en œuvre de réformes statutaires :
 - révalorisation indiciaire au 1^{er} janvier ;
 - révalorisation secrétaires généraux de mairie ;
 - réforme cadre d'emplois gardes champêtres territoriaux.
- Mise à jour de la base documentaire et publication de nouvelles pages sur le site web
- Rassemblement annuel des effectifs des collectivités et des établissements publics affiliés en juin
- Organisation d'ateliers Carrière et Retraite en fin d'année (5 demi-journées)
- Dématisation d'instances (CST, CAP, CCP) sur AGIRME à partir du 6 janvier 2024 nécessitant un accompagnement renforcé auprès des collectivités
- Réorganisation du pôle Carrière & Retraite avec l'arrivée en mars de Sandrine Kong, nouvelle responsable du pôle
- Réorganisation du pôle Conseil juridique rattaché à la Direction à partir de septembre
- Organisation du lancement du réseau départemental des secrétaires généraux de mairie (enquête et réunion)

RENDEZ-VOUS AVEC LES ÉLUS

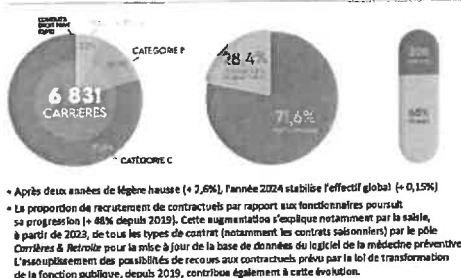
7
RENDEZ-VOUS
PERSONNALISÉS
COLLECTIVITÉS AFFILIÉES

Si le nombre de rendez-vous est stable par rapport à 2023, les sollicitations restent à un niveau plus faible que 2021 (15 rendez-vous).

DROIT SYNDICAL (DAS)

- 84 682 € de décharges d'activités de services :
 - 45 000 € (+ 25% par rapport à 2023) ;
 - 13 682 € relégués 2018-2023-2023.
- 2 500 heures de décharges syndicales (+ 35% par rapport à 2023).
- Depuis avril 2024, un agent est déchargé à 100% ce qui explique cette tendance à la hausse.

LE SUIVI DE LA CARRIÈRE



SAISIE DES ARRÊTÉS

14 807
ACTES SAISIS
- 12,35%

Augmentation significative : bonifications indiciaires (+ 41%), départs (+ 43%), nominations contractuels (+ 17%).

Baisses importantes : avancements d'échelon (- 56%) et avancements de grade (- 18%) liées, pour la première, au rallongement des carrières et au vieillissement des agents, pour le second, à une maîtrise de la masse salariale.

PROMOTION INTERNE

101
DOSSIERS INSTRUITS
19 inscrites sur listes d'aptitude

Le nombre de candidats reste stable alors que le nombre d'inscriptions sur listes d'aptitude diminue (- 13,6%) malgré l'assouplissement du calcul du nombre de possibilités.

Mise en œuvre de la promotion interne dérogatoire sans quota pour l'accès au grade de rédacteur pour les secrétaires généraux de Mairie (24 inscrites sur 25 agents proposés).

CONSEIL STATUTAIRE

1 434
RÉPONSES
+ 11,6%

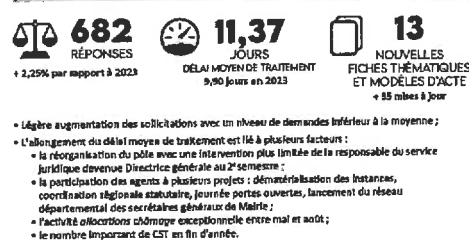
La réforme des secrétaires généraux de mairie, 120 questions sur ce thème, explique la progression de 12% du traitement des réponses. Le délai moyen diminue légèrement malgré une sollicitation croissante.

93
PARTICIPANTS
2 ateliers Carrière : 57 participants
2 ateliers Retraite : 35 participants

3,9
JOURS
DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT
4 jours en 2023

1
WEBINAIRE
Présentation de la réforme des secrétaires généraux de mairie

LE CONSEIL JURIDIQUE



SECRÉTARIAT DES INSTANCES PARITAIRES

Dématisation du CST, de la CAP et des CCP à partir du 6 janvier 2024 avec un accompagnement important des collectivités dans leurs nouvelles démarches en ligne.

CST
5
RÉUNIONS
DOSS À DISCUSSION - SÉRIE
VIA AGIRME

Fortes augmentations de l'activité du CST en 2024 liées à la mise en œuvre de nombreuses réformes nécessitant une saisine préalable de l'instance : prime exceptionnelle de pouvoir d'achat, régime indemnitaire filière police, protection sociale complémentaire, réforme des secrétaires généraux de mairie, mise en œuvre du dispositif de signalement par le centre de gestion d'Eure-et-Loir.

CAP
6
SÉANCES
4
DOSSIERS
- 20% par rapport à 2023

Activité ordinaire de la CAP avec une baisse régulière des saisines depuis 2021 (11 à 4) principalement liée à la révision de compétences d'intervention et de refus de titularisation. L'année 2023 (14 saisines) était exceptionnelle en raison des 3 CAP d'installation suite aux élections professionnelles et des 3 CAP de mise en place de la dématérialisation des instances en 2024.

CCP
4
RÉUNIONS
5
DOSSIERS
+ 130% par rapport à 2023

Les cas de saisine concernent les licenciements et les demandes de révision de comptes-rendus d'évaluation.

CONSEIL DISCIPLINAIRE

12
SÉANCES
SCAP
0
SÉANCE
CCP

Saisine non dématérialisée, activité record depuis 2019, les saisines ont abouti à des sanctions supérieures au 3^e groupe dans la majorité des cas.

MISSIONS FACULTATIVES

ACCOMPAGNEMENT RETRAITE

36
DOSSIERS
TRAIÉS

L'activité d'accompagnement retraite ONA2L est stable, il est à noter une augmentation régulière des demandes d'intervention de l'agilidien en réalisation en flux et place (+55%) pouvant être liée à un manque de temps ou de technicité.

ALLOCATIONS CHÔMAGE

32
DOSSIERS
TRAIÉS
482
CONSEILS
RUA COURRIERS
+ 80% par rapport à 2023

Le nombre de dossiers suivis annuellement par le CDG28 reste stable depuis 2018 avec une légère augmentation de nouveaux dossiers en 2024.

REPRISE SERVICES ANTERIEURS DES CONTRACTUELS À LA NON-PURIFICATION STAGNAIRE
28
DOSSIERS
TRAIÉS
1 372 €
INDÉMNISATION COLLECTIVITÉS

Cette prestation du CDG28 est de moins en moins demandée par les collectivités qui, soit la réalisent en interne, soit recourent des contractuels avec une transformation de CDD en CDI.

MÉDIATION PRÉALABLE OBLIGATOIRE (IMPO)

- 12 adhérents, aucune adhésion en 2024
- Pas de médiation engagée
- 3 demandes d'admission irrecevables faute d'adhésion des collectivités au dispositif

RÉFÉRENT DÉONTOLOGUE ET LAÏCITÉ

- 16 séances (+ 77% par rapport à 2023) dont 10 concernant des questions sur le conseil d'activités
- Campagne de communication à destination des élus et des agents réalisée pour prévenir les champs d'intervention du référent

PÔLE MÉDICAL CONSEIL MÉDICAL & CONTRATS GROUPE

PÔLE MÉDICAL MÉDECINE PRÉVENTIVE & PSC

SECRÉTARIAT MÉDICAL

Gestion du secrétariat des expertises médicales des 2 médecins agréés conventionnés hébergés dans les locaux du centre de gestion

Cette activité est en diminution, les médecins agréés réduisant leur activité en vue d'un arrêt complet en 2025.

236 expertises réalisées
-14,5% par rapport à 2023

66 rapports rédigés
-37% par rapport à 2023

28 demi-journées de présence
-26% par rapport à 2023

54% AGENTS
AUTRES FONCTION PUBLIQUE

CONTRAT GROUPE ASSURANCE STATUTAIRE

Le contrat groupe d'assurance statutaire quadriennal s'est achevé fin 2024.

271 collectivités et établissements publics adhérents en 2024, dont 30 collectivités de plus de 30 agents

4 168 agents CNRACL couverts
1 178 agents IRCANTEC assurés



La procédure de renouvellement du contrat groupe d'assurance statutaire, mise en 2024, a attribué la marché à CNP Assurances / Reliens pour la période 2025 - 2028.

CONSEIL MÉDICAL FORMATION RESTREINTE



+7% dossiers présentés par rapport à 2023

2500 courriers et courriels envoyés (2087 en 2023)

AVIS CONGÉ LONGUE MALADIE

158 avis pour congés de longue maladie, de longue durée ou de grave maladie

24 avis concernant un refus d'accès au congé de longue maladie, de longue durée ou de grave maladie, soit 7% des avis rendus

AVIS INAPTITUDE

77 avis d'inaptitude, soit 23% de l'ensemble des avis, dont 40 à toutes fonctions, tous grades confondus

CONSEIL MÉDICAL FORMATION PLÉNIÈRE



40 avis concernant des dossiers de retraite pour invalidité, soit 56% de l'ensemble des avis

600 courriers et courriels envoyés en 2024

Pas de séance pour les Sapeurs-Pompiers volontaires - SPV en 2024

MÉDECINE PRÉVENTIVE

8 087 agents suivis

+ 67% par rapport à 2023

344 COLLECTIVITÉS AFFILIÉES
+32% / 2023

5 COLLECTIVITÉS NON AFFILIÉES
+29% / 2023

15 SERVICES FONCTION PUBLIQUE D'ÉTAT
+20% / 2023



2 814 visites
+ 39% par rapport à 2023

998 revues en l'effort
+ 93% par rapport à 2023

- 7 052 examens complémentaires effectués : glycémie, visioest, audiogramme.
- 352 aménagements de poste / recommandations préconisées

ACTIONS SUR LE MILIEU DE TRAVAIL



- 5 visites de sites ;
- 2 séances de vaccinations ;
- 20 participations à des réunions (PSSSCT, cellule de veille RH, etc.) ;
- 32 interventions de l'ergonomie.



PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE

Les conventions de participation en santé et en prévoyance 2023 - 2028 sont mutualisées avec les centres de gestion du Char, de l'Indre et du Loir-et-Cher.

PRÉVOYANCE EN EURE-ET-LOIR

84 collectivités adhérentes
+ 25% par rapport à 2023

791 agents assurés
20% de l'effectif assurable de 3 858 agents

La participation financière des collectivités à la protection complémentaire de leurs agents, obligatoire, à compter du 1^{er} janvier 2025, explique la forte activité et la hausse des adhésions en 2024.

SANTÉ

120 collectivités adhérentes
+ 15% par rapport à 2023

1 750 agents assurés
44% de l'effectif assurable de 3 944 agents

PÔLE SANTÉ AU TRAVAIL

PÔLE SANTÉ AU TRAVAIL

TEMPS FORTS 2024

- Création de la mission *Expertise en ergonomie* avec l'arrivée de *Mathilde Cavillat*, ergonome
- Déploiement de la prestation *Dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissement sexiste*
- Internalisation de l'activité *maintien dans l'emploi* / reclassement avec une augmentation de 12% des rendez-vous
- Activité réduite du *Conseil en psychologie du travail* en raison de l'absence de psychologue pendant 4 mois, arrivée de *Théo Torres*, psychologue du travail

ÉVÉNEMENTS

Tout au long de l'année, le pôle santé au travail propose des formations et des ateliers sous différents formats, en distanciel ou en présentiel, entrées en interne ou par des partenaires.



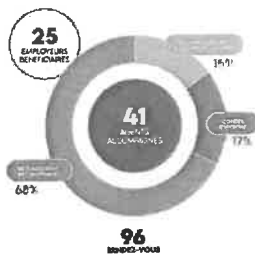
14 ÉVÉNEMENTS



217 NATIONAUX

- Ateliers managers/RH**
La communication assertive, le feedback, accompagner les agents rencontrant une problématique de santé ou de handicap
- Formations**
Les fondamentaux de la prévention et du management, premiers secours en santé mentale, renforcer ses compétences managériales
- Formations assistant(e) de prévention**
Formation *Formable et Inhibé*
- Sensibilisation**
Prévention des risques chimiques, expertise en ergonomie, plan de prévention pour les entreprises extérieures, dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes

HANDICAP & MAINTIEN DANS L'EMPLOI



- 10 agents accompagnés par rapport à 2023, cette évolution résulte du transfert des études de poste vers la mission *Expertise en ergonomie*
- +11,6% de rendez-vous en 2024 bien que les études de poste de travail ont été transférées vers la mission *Expertise en ergonomie*
- +25% d'agents accompagnés dans le cadre d'une période de préparation au reclassement (PPI)

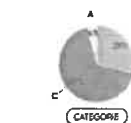


PRÉVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS



- Le recrutement d'un 3^e agent chargé de prévention / ACR en fin d'année 2023 a redynamisé les visites d'inspection en 2024
- 3 prestations (y compris 1 en cours) réalisées pour le document unique d'évaluation des risques professionnels (DUE) soit 29,5 jours d'intervention contre 35 jours en 2023, les collectivités bénéficiaires présentant des effectifs moins importants
- Formation spécialisée en santé, sécurité et conditions de travail : 5 séances, 44 dossiers traités (-30% de séances par rapport à 2023)

EXPERTISE EN ERGONOMIE & MAINTIEN DANS L'EMPLOI



Les demandes des collectivités non affiliées et de la fonction publique d'Etat sont réorientées vers Cap emploi 06.



La mission *Expertise en ergonomie* a été créée au 1^{er} septembre 2024 afin de répondre à l'augmentation des demandes d'étude de poste de travail émise par la médecine préventive.

L'*Expertise en ergonomie* s'articule autour de 2 axes :

- maintien dans l'emploi : études de poste sur demande du médecin du travail ;
- prévention : amélioration des conditions de travail ; étude individuelle ou collective.

DISPOSITIF DE SIGNALEMENT DES ACTES DE VIOLENCE, DE DISCRIMINATION, DE HARCELEMENT ET D'AGISSEMENT SEXISTE

CONSEIL EN PSYCHOLOGIE DU TRAVAIL



L'année 2024 a été marquée par le départ de la psychologue du travail au mois d'août. Son remplacement ayant été effectué au 1^{er} décembre, l'activité a connu une forte diminution.

Les accompagnements individuels et les situations à risques (conflit, débriefing traumatique, groupe de parole, accompagnement managérial, etc.) représentent la quasi-totalité des prestations sollicitées.

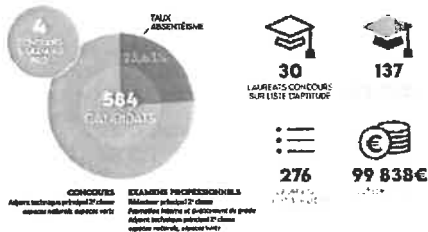


16 employeurs publics adhérents au dispositif soit 1 667 agents couverts au 31/12/2024

La cellule de recueil n'a reçu aucun signalement formalisé en 2024.

IPOLIE ACCOMPAGNEMENT VERS L'EMPLOI TERRITORIAL

CONCOURS & EXAMENS PROFESSIONNELS



TEMPS FORTS 2024

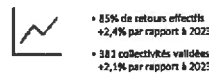
- Année exceptionnelle pour l'interim territorial avec 1208 jours de vacation
- 530 personnes rencontrées lors des forums, cafés Boostemploi et visites en lycée professionnel
- Organisation d'un café Boostemploi spécial fonction publique territoriale, en partenariat avec le Conseil départemental, à Lussac
- Activité en augmentation pour la prestation Conseil en recrutement avec une hausse de facturation de 64%

CONSEIL EN RECRUTEMENT



Si les différentes étapes de la prestation Conseil en recrutement, de la distribution du poste à l'accompagnement dans le choix final du candidat, peuvent être choisis à la carte, les collectivités européennes privilégient un accompagnement complet dans leurs procédures de recrutement.

RAPPORT SOCIAL UNIQUE



Le taux de retour de 85% est supérieur à la moyenne nationale de 71%.

Un appui important du service est réalisé auprès des collectivités qui bénéficient d'un accompagnement soutenu dans la réalisation de leur rapport social unique.

BOURSE DE L'EMPLOI



RENCONTRES EMPLOI

Participation à 7 forums emploi, 4 cafés Boostemploi et 2 interventions en lycée professionnel. 135 profils ont alimenté la CVthèque.

INTERIM TERRITORIAL



Répartition des demandes de service de l'offre de l'interim territorial en 2024 :

- ① mission de technique (88%) ;
- ② mission d'entretien (21%) ;
- ③ tutorat / accompagnement sur site (10%) ;
- ④ expertise budgétaire et administrative (1%).

47 collectivités ont fait appel à l'interim territorial en 2024.

FILIÈRE SECRÉTAIRE DE MAIRIE



Formation proposée en partenariat avec le GRETA. 11 lauréats ont été recrutés suite à la formation secrétaire de Maire dont 8 en collectivité territoriale.



JOURNÉE PORTES OUVERTES
JEUDI 18 AVRIL 2024

Envoyé en préfecture le 01/07/2025

Reçu en préfecture le 01/07/2025

Publié le

ID : 028-282800374-20250627-2025_D_29-DE



TIERS DE CONFIANCE DANS LA GESTION
DES RESSOURCES HUMAINES, LE CDG28
ACCOMPAGNE LES COLLECTIVITÉS ET
LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS EURÉLIENS
DANS LA RÉUSSITE DE LEURS PROJETS.



Centre de gestion de la fonction publique territoriale
EURE-ET-LOIR

Centre de gestion de la fonction publique territoriale d'Eure-et-Loir
9 rue Jean Perrin - 28600 Luisant
Courriel : contact@cdg28.fr • tél. : 02 37 91 43 40 • Internet : cdg28.fr